

DÉCISION DU MAIRE N°DEC20250111 PRISE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

PATRIMOINE COMMUNAL – BAIL D'HABITATION ENTRE LA VILLE DE SAINT-CHAMOND ET MADAME SEYDA AYAZ TANRISEVEN - 9 RUE DE BRETAGNE

Le maire de la ville de Saint-Chamond,

Vu les articles L. 2122-22, L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 20230144 du conseil municipal en date du 23 octobre 2023, visée pour valoir récépissé le 26 octobre 2023 portant délégation d'attributions au maire en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la commune est propriétaire d'un tènement immobilier sis 9, rue de Bretagne à Saint-Chamond,

Considérant la vacance d'un logement de type T3 de 69 m² situé au rez de chaussée de cet immeuble,

Considérant la demande formulée par Madame Seyda AYAZ TANRISEVEN de louer les lieux cités,

Considérant qu'il convient de définir les conditions liées à l'occupation de ce logement par un bail,

DÉCIDE

Art. 1er – D'autoriser la conclusion avec Madame Seyda AYAZ TANRISEVEN d'un bail d'habitation, pour une durée de six années prenant effet à la date de sa signature, pour l'occupation d'un logement de type T3 situé au 1^{er} étage de l'immeuble communal sis 9, rue de Bretagne à Saint-Chamond, d'une superficie d'environ 69 m².

Art. 2 – Ledit bail est consenti moyennant un loyer mensuel de 380 euros payable à terme à échoir, hors impôts, contributions et taxes à la charge du locataire. Ce loyer sera révisable annuellement à la date anniversaire du présent bail en fonction de l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE (indice de référence retenu : celui du 2^{ème} trimestre 2025 (soit 146,68).

Le chauffage étant collectif, une participation calculée au prorata de la surface de l'appartement sera réclamée par le bailleur au preneur.

Art. 3 – La présente décision dont il sera rendu compte à la prochaine réunion du conseil municipal sera publiée et transmise à la préfète de la Loire.

Art. 4 – Le directeur général des services de la ville et le trésorier, comptable de la ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Art. 5 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans les deux mois qui suivent sa notification. Le tribunal administratif de Lyon pourra être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Saint-Chamond, le 25 septembre 2025



Le maire,
Axel DUGUA

Bail d'habitation entre la ville de Saint-Chamond et Madame Seyda AYZAN TANRISEVEN 9 rue de Bretagne

Entre

La ville de Saint-Chamond, avenue Antoine Pinay CS 80148 - 42403 Saint-Chamond cedex, représentée par son maire Axel DUGUA, et dénommée ci-après « ville de Saint-Chamond », en vertu de la décision du maire n° 2025 du 2025, d'une part,

Et

Madame Seyda AYZAN TANRISEVEN, née le 7 janvier 1993 à Eskişehir (Turquie) domiciliée au 9 rue de Bretagne à Saint-Chamond, dénommée le preneur, d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Suivant la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 modifié par la loi n°94-624 du 21 juillet 1994

Article I - Objet

La ville de Saint-Chamond, propriétaire de l'immeuble sis, 9 rue de Bretagne loue au preneur un logement situé au premier étage de cet immeuble, destiné à son habitation personnelle et principale, le preneur déclarant bien connaître les lieux pour les avoir visités.

La ville loue, aux conditions suivantes, au preneur qui accepte, les lieux ci-après désignés.

Article II - Désignation

La location concerne un appartement à usage d'habitation d'une surface de 69 m² de type T3.

Article III - Loyer

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel, charges comprises, de QUATRE MILLE CINQ CENT SOIXANTE EUROS (4 560 €), TROIS CENT QUATRE VINGTS EUROS mensuel (380 €), que le preneur s'oblige à payer mensuellement au bailleur.

Toutes les sommes dues par le preneur au bailleur au titre des loyers, seront payées par émission d'un titre de recettes à terme à échoir (par avance) émise par le bailleur.

Tous frais de recouvrement d'honoraires d'huissiers, engagés par le bailleur seront à la charge exclusive du preneur.

Les paiements auront lieu auprès du SGC (service de gestion comptable) Loire Sud, comptable de la ville, domicilié à Firminy, 14 rue de la Tour de Varan par chèque, espèces ou prélèvement. Tout retard de paiement donnera lieu de plein droit à intérêt moratoire à un taux annuel égal au taux d'escompte de la

Banque de France, majoré de cinq points.

En sus du loyer, le preneur s'engage à acquitter au bailleur tout impôt, contribution et taxe habituellement à la charge du locataire.

Il est ici précisé que le chauffage étant collectif, une participation calculée au prorata de la surface de l'appartement sera réclamée par le bailleur au preneur.

Article IV - Révision du loyer

Le loyer sera révisé annuellement à la date anniversaire du présent contrat, en fonction de l'indice de référence des loyers (IRL) publié par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Il sera retenu comme indice de base celui du 2^{ème} trimestre 2025 (146,68).

Article V – Durée

Le présent bail est établi pour une durée de six ans (6). La prise d'effet du contrat est fixée à sa signature.

Cependant, le bail pourra être résilié avant cette date :

* Par le preneur, à tout moment, en cours d'exécution ou à son terme, sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

Toutefois, la durée du préavis est réduite à un mois en cas de mutation, de perte d'emploi, d'obtention d'un premier emploi ou de nouvel emploi consécutif à une perte d'emploi du locataire ou lorsque l'état de santé de ce dernier, s'il est âgé de plus de soixante ans, justifie un changement de domicile ou enfin lorsque le locataire est bénéficiaire du revenu minimum d'insertion.

* Par le bailleur,

-au terme du contrat, sous réserve de prévenir le locataire six mois avant la date d'échéance du bail, par lettre recommandée ou par acte d'huissier.

-au terme des trois premières années du contrat, en cas de non-paiement du loyer ou de ses charges, en prévenant le locataire trois mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier.

Article VI - Usage des lieux

Les locaux, objet du présent contrat, sont loués à usage d'habitation. Le preneur n'a le droit ni de céder le présent contrat, ni de consentir aucune sous-location. Il en jouira en bon père de famille.

Article VII - Transformation, entretien, réparation

Un état des lieux est établi contradictoirement par les parties lors de la remise et de la restitution des clés.

Le preneur prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront au moment de l'entrée en jouissance. Il devra les entretenir en bon état, pendant toute la durée du contrat et les rendra à la fin du contrat, indemnes de réparations locatives et d'entretien. Il devra répondre des dégradations survenues de son fait ou de la famille vivant des lieux

Il ne pourra faire aucune transformation des lieux, sans l'accord écrit de la ville. Cette clause ne concerne cependant pas des aménagements réalisés par le preneur dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation de la chose louée.

Tous les travaux qui auront pu être faits au cours du présent contrat resteront à la fin de celui-ci, la propriété de la ville, sans que le preneur puisse réclamer aucune indemnité, la ville se réserve le droit de demander le rétablissement des lieux en leur état primitif

La ville pourra également exiger, aux frais du preneur, la remise des lieux en l'état, au cas où la transformation mettrait en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des locaux.

Le preneur devra souffrir la réalisation par la ville des réparations urgentes opportun de faire exécuter, sous réserve de l'application de l'article 1724 du code civil.

Il devra entretenir en bon état les canalisations intérieures, les robinets d'eau, les canalisations et appareillages électriques ou de gaz.

Il prendra les dispositions nécessaires pour éviter le gel des conduites d'eau dans les lieux loués durant la saison froide.

Il devra laisser visiter les lieux par la ville ou son mandataire chaque fois que cela sera nécessaire pour l'entretien, les réparations et la sécurité de l'ensemble et en vue de l'attribution ou de la location de l'appartement.

Article VIII – Assurance

Le preneur s'engage à souscrire une assurance couvrant les risques de responsabilité civile et les risques locatifs auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue et solvable. L'assurance souscrite par le preneur devra générer une couverture suffisante pour permettre la réparation des dommages (sur son mobilier, son matériel...) et l'indemnisation des tiers victimes.

Le preneur devra fournir une attestation d'assurance au service de la ville au moment de la signature du présent bail et présentera la quittance de cette assurance à toute réquisition de la ville de Saint-Chamond et au moins une fois par an, à la date anniversaire du bail.

Le preneur ne pourra exercer aucun recours contre la ville de Saint-Chamond en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux dont elle pourrait être victime dans le logement et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet. La ville de Saint-Chamond s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques inhérents au propriétaire (biens, incendie, dégât des eaux...).

Le preneur sera tenu de signaler à la ville de Saint-Chamond, tout sinistre ou dégradation s'étant produit dans les lieux mis à disposition dans les 48 heures après constatation des faits, quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent. La ville de Saint-Chamond prendra les dispositions nécessaires pour effectuer les réparations, à la charge du preneur si celle-ci est responsable des dégâts.

Article IX – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, élection de domicile est faite :

- par Monsieur Axel DUGUA, Maire, à l'hôtel de ville de Saint-Chamond
- par Madame Seyda AYZAN TANRISEVEN, 9 rue de Bretagne à Saint-Chamond

Article X - Frais

D'un commun accord, les parties renoncent à l'exécution de la formalité d'enregistrement.

Fait à Saint-Chamond, en deux exemplaires originaux, le

Le preneur,

Seyda AYZAN TANRISEVEN

Le bailleur

Le maire,
Axel DUGUA

Envoyé en préfecture le 29/09/2025

Reçu en préfecture le 29/09/2025

Publié le



ID : 042-214202079-20250925-DEC20250111-AU